

Le désastreux Programme énergétique national auquel les députés néo-démocrates ont donné leur appui est une autre cause de la difficulté de créer des emplois pour les jeunes et pour les citoyens en général. A cause du Programme énergétique national, on a perdu à peu près 60,000 emplois dans l'ensemble du Canada. Les programmes nationalistes de ce genre ne créent pas d'emplois; ils se contentent de provoquer un exode des investissements. C'est ce qui arrive sous un gouvernement nationaliste et socialiste comme le gouvernement néo-démocrate ou le gouvernement libéral. Ces gouvernements n'attirent pas les investissements: ils les chassent.

Il est très facile de savoir si le pays est bien gouverné car un pays bien gouverné attire les investissements et il ne les chasse pas avec des programmes comme le Programme énergétique national.

Je voudrais expliquer de façon détaillée comment cet impôt sur les travailleurs a fait du tort aux entreprises du Manitoba et comment il fera du tort aux jeunes de la province, puisque c'est le sujet de la motion à l'étude. L'impôt manitobain sur la paie ne constitue qu'un fardeau supplémentaire pour les entreprises manitobaines qui sont déjà suffisamment en difficulté sans qu'on leur impose des taxes supplémentaires. Quand cet impôt a été instauré, les taux d'intérêts étaient élevés et la consommation baissait. Les entreprises ne pouvaient transmettre au consommateur cet impôt de 1½ p. 100 sur les salaires. Cet impôt n'a fait que stimuler l'inflation et le chômage. Ce n'est donc pas très sérieux de la part des néo-démocrates de proposer pareille motion visant à condamner notre gouvernement socialiste alors que leurs frères et sœurs du Manitoba appliquent exactement le même genre de politique monétariste régressive. Des centaines d'entreprises ont cessé d'engager des gens à cause de cet impôt sur les salaires.

Par exemple, pour pouvoir payer cet impôt, des entreprises manitobaines ont mis des employés à pied de manière à pouvoir se servir de leurs salaires pour payer le gouvernement néo-démocrate du Manitoba. Cet impôt a découragé des entreprises d'investir au Manitoba, et les a plutôt poussées à investir dans une province où cet impôt n'existait pas. Les agriculteurs ont dû aussi payer cet impôt, comme s'ils n'avaient pas suffisamment de problèmes comme cela.

Le gouvernement néo-démocrate du Manitoba a décidé de lever le plafond sur les taux d'électricité que le gouvernement progressiste-conservateur précédent avait établis pour cinq ans. Les cinq ans ne sont pas écoulés, mais les taux vont augmenter de 9 p. 100. C'est là un fardeau supplémentaire pour les entreprises et les consommateurs manitobains. La hausse des taux d'électricité va contribuer à empêcher des entreprises et des agriculteurs d'employer davantage de gens car cela ajoutera à leurs frais d'exploitation.

Par cette motion, les néo-démocrates auraient dû condamner le gouvernement néo-démocrate du Manitoba pour avoir haussé le tarif d'électricité et ne pas avoir gardé le plafond en place pour les cinq années prévues. Cette hausse du tarif constituera un autre coup pour les entreprises et les agriculteurs, car le premier ministre Pawley avait promis au cours de la campagne électorale que son gouvernement maintiendrait le plafond. Voilà ce que valent les promesses électorales du NPD.

Les subsides

La motion proposée aujourd'hui aurait dû montrer les effets que la hausse du tarif d'électricité a eu sur l'emploi au Manitoba et préciser qu'elle explique en partie qu'il n'y ait pas d'emplois pour les jeunes de cette province.

La société Kimberley Clark a quitté le Manitoba pour l'Ontario, où cet impôt de 1½ p. 100 sur les salaires n'existe pas. La société Shell Oil a fermé son usine au Manitoba parce qu'il lui en coûtait vraiment trop cher pour l'exploiter dans une province gouvernée par les néo-démocrates.

Les néo-démocrates ont soulevé la question des licenciements à la mine Sherritt Gordon aujourd'hui. L'impôt sur les salaires n'a certainement pas aidé cette entreprise à demeurer en activité. Le député de Winnipeg-St. James aurait dû en parler dans sa motion. Ce ne sont pas uniquement les impôts et la politique monétariste du gouvernement libéral mais aussi la politique monétariste régressive du gouvernement néo-démocrate du Manitoba qui ruinent les entreprises et les forcent à mettre à pied des travailleurs et à refuser d'embaucher des jeunes comme apprentis. La motion aurait dû en faire état.

Voici l'un des meilleurs articles que j'ai lus à propos de cet impôt sur les salaires ou de cet impôt sur les travailleurs, comme on l'appelle au Manitoba. Il a paru dans la *Free Press* de Winnipeg, sous la plume de M. John McCallum qui déclare ce qui suit:

Il y a cinq bonnes raisons pour lesquelles l'impôt sur les charges salariales doit disparaître. D'abord, le chômage est de loin notre plus gros problème à l'heure actuelle et on a tort de vouloir en venir à bout en imposant ceux-là mêmes qui donnent de l'emploi.

Deuxièmement, l'impôt sur les salaires nuit aux relations de travail.

Les entreprises ont de graves ennuis lorsqu'elles doivent licencier des travailleurs pour être en mesure de verser au gouvernement néo-démocrate ce fameux impôt prélevé sur les travailleurs.

● (1630)

Il continue:

Troisièmement, il est clair que nous sommes en compétition avec l'Ontario, la Saskatchewan et l'Alberta pour ce qui est de l'emploi. Aucun de ces gouvernements ne prélève d'impôt sur les salaires.

Il ajoute:

Quatrièmement, l'impôt prélevé sur les travailleurs est loin d'être un impôt normal, et les employeurs qui songent à s'établir au Manitoba pourraient bien se demander, puisque le gouvernement est allé jusque-là, à quoi ils doivent encore s'attendre.

C'est vrai. Jusqu'où pourrait aller ce gouvernement néo-démocrate hostile à l'entreprise privée ainsi qu'au profit? Il n'encourage en rien les investissements. Ce gouvernement néo-démocrate fait fuir les investisseurs de la province. A cause de son opposition au secteur privé, le gouvernement du Nouveau parti démocratique est incapable d'attirer au Manitoba des entreprises et des investissements. Avoir un gouvernement socialiste, monsieur le Président, que ce soit au niveau provincial ou fédéral, c'est pire que de porter un collier de misère.

M. McCallum poursuit dans son article:

Cinquièmement, cet impôt trouve grâce aux yeux de certains, sous prétexte qu'il existe également au Québec. Cet argument ne tient pas debout. Les finances du Québec sont loin d'être bien administrées, et vous n'impressionnez personne en prétendant avoir raison sous prétexte qu'on fait la même chose au Québec.